

Déclaration gouvernementale

Déclaration du Premier ministre Jean-Claude Juncker portant sur le programme gouvernemental (4 août 2004)

Monsieur le Président
Mesdames et Messieurs,

Les élections sont terminées. La bataille est finie. Mais heureusement, ce n'était pas une bataille. Les partis ont – en règle générale – argumenté de façon loyale, il n'y a pas eu de massacre.

Avant le **13 juin**, l'on s'est souvent plaint que la campagne électorale manquait de thème. Ceux qui se sont exprimés de la sorte semblent avoir pensé qu'en politique, il ne devait y avoir qu'un thème sur lequel tout se concentre, comme si dans la vie de chacun et dans la vie du pays, il n'y avait qu'un souci, qu'un rêve, qu'un espoir qui activait les personnes. La vie de chacun, et aussi la vie d'un pays, est plus vaste, plus stratifiée et est plus compliquée que cela. Personne ne se concentre uniquement sur un thème. Et le thème de notre pays, c'est son avenir. Et cet avenir est composé d'une multitude de thèmes.

Aucun parti ne sait formuler sans défaut une réponse cohérente pour toutes les questions qui se posent. Même pas ceux qui ont remporté les élections sans aucune contestation d'autrui. Remporter des élections, être clairement plus fort que d'autres ne signifie pas avoir raison en tous points. Avoir remporté des élections n'est pas une invitation à se sentir le seigneur du pays ou se comporter comme tel, ignorer d'autres avis et convictions, laminer d'autres sensibilités et nier d'autres visions et projets de vie dans leur cadre légitime. Notre pays n'est pas la propriété d'un parti plus fort ou de celui qui a été légitimé de manière évidente par le suffrage universel. Notre pays est la copropriété de tous les Luxembourgeois, de toutes les personnes, aussi de celles qui viennent de plus loin, mais vivent avec nous.

Un parti – le CSV – a clairement remporté les élections, un autre – le parti démocrate – les a clairement perdues. Cela se passe ainsi en démocratie : un jour on est au sommet, un autre jour on est plus en bas. Celui qui se trouve au sommet aujourd'hui peut se trouver en bas demain. C'est une chose que doivent garder en tête ceux qui sont au sommet aujourd'hui. Celui qui se trouve en bas aujourd'hui peut être au sommet demain. C'est une chose que doivent garder en tête ceux qui sont en bas aujourd'hui. Ils ne doivent pas avoir honte du travail qu'ils ont effectué ; surtout pas ceux qui faisaient partie du gouvernement, ils ne sont pas à terre.

Un troisième parti – les Verts – a renforcé sa position lors des élections. Il a grandi de par son programme et son équipe le cercle des partis politiques aptes à gouverner : c'est un développement positif pour notre paysage démocratique.

L'ADR est devenu plus faible qu'il ne l'était. Le nombre de ceux qui ne sont pas mieux que les autres, mais affirment opiniâtrement leur différence, diminue : ceci est également une bonne évolution.

Le parti socialiste a confirmé et développé sa position. Ce parti est clairement devenu le deuxième parti le plus fort. Arithmétiquement parlant, et de par le contenu, former un gouvernement avec ce parti a un sens. Les réunions de consultation l'ont montré, les négociations l'ont confirmé, la grande tradition de ce parti rend ceci possible et les performances accomplies conjointement par le CSV et le LSAP entre 1984 et 1999 démontrent que ces deux partis peuvent faire avancer le pays.

Il est possible de faire avancer un pays uniquement si les conditions politiques sont garanties. Il faut pour cela une forte majorité à la Chambre et un programme solide. Ces deux conditions préliminaires sont respectées avec la coalition CSV-LSAP.

Les deux partis ont remporté ensemble près de 60 % des votes aux élections parlementaires et présentent 38 députés sur un total de 60. Les deux partis sont majoritaires dans les 4 circonscriptions électorales : plus de 52 % dans le Nord, plus de 54 % dans le Centre, plus de 55,5 % à l'Est et presque 68 % dans le Sud. Aucune autre combinaison de deux partis ne disposerait d'une majorité dans les quatre circonscriptions électorales. Il est donc clair que ce gouvernement correspond à la volonté de l'électorat sur le plan national et régional. Ceci a été confirmé lors des élections européennes.

Pour gouverner, il faut un programme gouvernemental solide et cohérent. Ce dernier a été élaboré et établi au cours des quinze réunions qui ont eu lieu lors des négociations de coalition.

Il n'est pas toujours possible de retrouver entièrement ses exigences et souhaits personnels dans le programme établi. C'est également mon cas. Or la démocratie vit aussi de compromis et de l'art de trouver un compromis. L'art du compromis consiste à trouver une forte intersection d'idées et d'intentions communes, dont l'alliance permet d'inventer, d'imaginer et d'appliquer des solutions aux problèmes

du pays et de ses habitants. L'art du compromis consiste en la volonté de ne pas rendre ces solutions trouvées inapplicables, parce que l'on se croit plus important que les autres. J'avoue avoir de temps à autre une tendance à aller dans ce sens, mais j'essaie de m'améliorer. Au cours des dernières années, mois et même semaines, j'ai rencontré certaines personnes qui souffrent de la même maladie : eux aussi doivent essayer de s'améliorer.

Le programme que le gouvernement propose pour les prochaines années n'entraîne pas de changement de climat radical. Son application provoque cependant un certain changement de température. Ces dernières semaines, les nouveaux partenaires de la coalition ont pris la température du pays et des thèmes futurs. Nous devons garder la tête froide là où la température est trop élevée et augmenter la température là où nos ambitions sont trop frileuses.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

J'ai dit que **le thème de la politique est l'avenir du pays** – ce thème comporte plusieurs aspects. Nous avons essayé d'assembler ces nombreux aspects dans un programme de coalition qui accompagne cette déclaration et constitue un complément détaillé. Ce discours ainsi que le programme de coalition forment le programme du gouvernement. Ce dernier contient beaucoup d'informations, mais pas toutes. Y est écrit ce que nous voulons accomplir. Il n'y est pas écrit ce que nous devons faire suivant la façon dont le monde évoluera. Car tout un monde existe à côté du Luxembourg, un monde qui évolue selon ses lois, des lois qu'il ne connaît pas encore lui-même, des lois qui, quand elles seront formulées, s'imposeront aussi à nous.

Mais faisons maintenant un tour à travers le paysage que nous connaissons, à travers les forêts de sujets qui ont poussé, les broussailles qui nous arrivent aux genoux et qui ne doivent pas se transformer en forêt sombre. Nous ne pouvons pas regarder derrière chaque buisson, dans les moindres recoins, mais nous devons écarter les branches de manière à voir assez loin pour trouver notre chemin.

Ce chemin, nous devons le chercher et le trouver ensemble. Sur ce chemin se trouve un panneau de signalisation. Et sur ce panneau de signalisation sont inscrits des mots qui riment : **modernisation, innovation, transformation et intégration.**

Et ce panneau ne mène nulle part si on n'a pas lu et compris le livre de bord, le Code de la route, de la modernisation, de l'innovation, de la transformation et de l'intégration : le chemin qui mène à la modernisation, l'intégration, la transformation et l'innovation est la modération.

La modération est la méthode, le plan routier, la manière, la boussole.

La modération – vous l'avez compris – rime avec modernisation, innovation, transformation, intégration. Le but et la méthode : c'est une mélodie.

Être à la mode a toujours été à la mode.

La **modernité** que nous voulons n'est cependant pas la modernité courante, une modernité sans profondeur, sans conséquences, sans adaptation.

Nous ne voulons pas la modernité par une imitation aveugle et une adaptation à l'esprit du temps. Nous voulons la modernité par le changement de mentalité.

Le changement de mentalité bute contre des limites, pas des limites qui s'imposent absolument à nous, mais que nous nous créons nous-mêmes, parce que nous voudrions bien fuir les devoirs qui s'imposent. Par peur, par confort. Par commodité luxembourgeoise.

« Nous voulons rester ce que nous sommes » : c'était notre devise nationale alors que d'autres voulaient nous enlever ce que nous étions et voulions être.

« Nous voulons garder ce que nous avons » est la devise de nombreuses personnes qui pensent qu'« avoir et être » revient au même. Nous pensons que ce n'est pas la même chose. Ceux qui n'ont pas grand-chose valent autant que ceux qui pensent avoir plus d'importance parce qu'ils possèdent davantage.

La modernité et la modernisation à laquelle nous aspirons sont celles qui voient dans le changement la chance du « Nous voulons rester ce que nous sommes ». Oui, « nous voulons rester ce que nous sommes » et pour cela, nous devons changer, nous adapter et évoluer.

Le monde ne nous attend pas. Et nous ne devons pas attendre le monde. Nous devons aller à sa rencontre, autrement il nous écrase.

Ceux qui préfèrent ne rien changer, ceux qui ne désirent pas moderniser, innover, créer, transformer, ceux qui tablent sur la commodité du conservatisme structurel, ceux-là courent toujours après le monde. Ils ratent le rendez-vous avec l'avenir. Nous voulons organiser ce rendez-vous de manière pondérée, mais avec enthousiasme. Les pieds sur terre, mais en mouvement permanent. Conscients de ce qui est juste et qui a bien évolué, mais également conscients de la nécessité de changement due au temps.

Autrefois, les hommes et femmes politiques partageaient gagnants quand ils annonçaient des réformes. Aujourd'hui, les réformes font peur, elles provoquent le rejet. Celui qui s'engage à entamer des réformes, celui qui veut changer, transformer, moderniser, on ne le respecte pas, mais beaucoup le suspectent. Nous voulons que les personnes nous respectent parce que nous réformons.

Monsieur le Président,

Parfois, moderniser signifie conserver intelligemment. C'est le cas en matière de **politique financière**.

Les politiques financière, budgétaire et fiscale ne connaîtront pas de revirements drastiques. Elles n'y survivraient d'ailleurs pas. La politique financière doit être réfléchie et rester prudente, et elle ne doit pas quitter le canal que le développement économique lui creuse à moyen terme.

La politique budgétaire doit se confirmer face au Pacte de stabilité et de développement européen ; pacte que nous voulons sortir de son impasse conjoncturelle et neutre ensemble avec nos partenaires européens. La politique budgétaire sera reciblée : nous devons apprendre à ne plus financer tout et tout seuls, autrement nous risquons d'être débordés à moyen terme.

L'économie européenne prend de la vitesse. À quel point elle va carburer, on ne le sait pas encore aujourd'hui et on ne le saura pas de façon certaine avant l'automne. Pour cette raison, le budget sera élaboré en automne et non pas en été. S'ensuivent des changements conséquents quant au calendrier budgétaire du Parlement.

Les taux d'imposition, de leur côté, ne font pas de grands bonds – aucun bond vers le haut, des petits bonds vers le bas. Les charges fiscales des particuliers peuvent être adaptées périodiquement à l'inflation. Celles des entreprises peuvent être légèrement revues à la baisse afin que nous puissions rester compétitifs par rapport

à l'échelle européenne des impôts. Elles sont en plus destinées à la promotion des investissements des petites et moyennes entreprises.

Pour les habitants du pays, le secret bancaire reste en vigueur. Il y aura un impôt de 10 % prélevé à la source sur les intérêts d'épargne. Cet impôt est libératoire. Les petits épargnants ne sont pas concernés par cette mesure. En contrepartie, l'impôt sur la fortune sera annulé pour les particuliers. Pour les clients des banques ne vivant pas au Luxembourg s'appliquera la directive de l'Union européenne sur les intérêts : à partir du 1^{er} juillet 2005, ils paieront un impôt de 15 % prélevé à la source.

La **place financière**, libérée de la pression externe par l'accord européen sur les impôts, sera dorénavant promue de façon plus poussée, plus structurée et plus coordonnée. Elle restera un pilier essentiel de notre économie : à cet effet, nous adaptons continuellement le cadre législatif dans lequel elle se meut pour satisfaire aux exigences nouvelles. Ainsi, nous souhaitons transposer les directives européennes relatives à la place financière plus rapidement que les autres afin que notre place financière puisse profiter de nouveaux créneaux avant les autres. De manière générale, la transposition du droit européen se fera plus rapidement.

La place financière est importante, mais l'économie ne s'y résume pas.

Nous mettrons tout en œuvre pour que notre économie puisse évoluer durablement et en préservant les ressources. Nous voulons renforcer le potentiel de croissance de l'économie partout où elle est : dans l'industrie, dans l'artisanat, dans le commerce, dans le tourisme, dans l'agriculture et la viticulture, dans le commerce électronique, dans le commerce avec Internet, dans les technologies environnementales, dans les énergies alternatives. La diversification doit s'amplifier sans devenir inconsistante et floue.

L'économie ne peut pas retrouver la croissance mégalomane de la fin des années 90 et elle n'en a nul besoin. Elle doit cependant connaître une plus forte croissance que les trois dernières années ; aussi pour que le travail ne devienne pas une illusion pour tout un chacun. Un but qu'elle ne peut atteindre qu'en restant compétitive ou en le devenant davantage.

Pas seulement l'économie, mais par extension le pays entier avec tous ses acteurs et toutes ses facettes doivent devenir plus compétitifs, plus modernes, plus actuels,

plus ouverts à la nouveauté. Nous devons oser plus, entreprendre plus, avoir davantage confiance en nous, nous avons besoin de plus d'autonomie.

- À cet effet, nous faisons avancer les travaux de **la Tripartite sur la compétitivité**.
- À cet effet, la **recherche** est renforcée et rapprochée de l'économie, également des PME.
- À cet effet, les **procédures administratives** deviennent plus souples et les processus de décision plus rapides.
- À cet effet, les **investissements publics** demeurent élevés et les charges sociales basses.
- À cet effet, nous faisons avancer **l'agenda des réformes de Lisbonne**.
- À cet effet, nous travaillons à **la mobilité sur route et sur le rail**.
- À cet effet, ensemble avec les partenaires sociaux, et non contre eux, nous mettons les CFL dans une situation lui permettant de bénéficier des opportunités économiques futures et d'éviter les risques sociaux en matière d'existence.
- À cet effet, nous donnons un sérieux coup de fouet à l'« **e-dynamique** » du pays et de l'État.
- À cet effet, nous initions, lançons et forçons – s'il le faut – les **nouveaux modèles de travail**.
- À cet effet, nous concilions **vie professionnelle et familiale** davantage que par le passé.
- À cet effet, nous nous donnons, avec l'**Université du Luxembourg**, un instrument d'organisation pour offrir un avenir plus complet.
- À cet effet, nous proposons **plus de places dans les crèches** parce que les enfants ne doivent pas être synonyme de punition, mais de chance, de bonheur et parce que la liberté de choix entre profession et famille ne doit pas rester lettre morte.

Nous avons besoin d'un partenariat de responsabilité pour tout cela, pour l'ensemble. Il s'agit donc d'organiser cette coopération entre tous les partenaires concernés, ce partenariat de responsabilité sur le plan national. Le gouvernement l'organisera et l'animera.

Monsieur le Président,

La modernisation, la transformation, l'innovation servent un but : **la cohésion dans notre société, dans notre pays**.

La cohésion est une question de volonté et de savoir-faire.

Il nous faut la volonté d'étouffer dans l'œuf l'émergence de sociétés parallèles au sein de notre société. Nous ne pouvons pas admettre qu'au sein de notre pays, un groupe vive aux côtés d'un autre, Luxembourgeois et étrangers, perdants et gagnants, personnes sans emploi et sans espoir de trouver un emploi, des personnes avec un emploi sans compréhension pour ceux qui n'ont pas d'emploi, des personnes jeunes et moins jeunes qui n'ont pas de compréhension réciproque pour leurs étapes et projets de vie respectifs. Un pays est menacé de désintégration si les groupes se concentrent sur eux-mêmes, sans porter aucune attention sur le groupe voisin, si les égoïsmes de groupe s'enclenchent au lieu d'équilibrer le tout, si les intérêts personnels priment au lieu de se conjuguer. Un pays n'est pas une somme d'intérêts ethniques et de colonies égoïstes. Un pays ne peut être un pays que s'il forme un tout, que s'il dispose d'une forte volonté et d'une ambition robuste pour chacun. Nous voulons un tel pays.

La cohésion exige aussi du savoir-faire. Qui parle de savoir-faire, parle de moyens, financiers et autres, instruments, méthodes : nous voulons être le gouvernement de la modération, pas celui de la division, pas celui du « l'un contre l'autre ».

Un gouvernement où l'on ne va pas l'un contre l'autre, mais aussi un gouvernement de la décision. Un gouvernement ne peut pas uniquement négocier, il doit aussi décider. On négocie avec les groupes, on décide pour l'ensemble.

Nous avons un programme pour plus de cohésion et pour une meilleure intégration. Nous voulons nous donner les moyens et les instruments pour cette ambition nationale de cohésion et d'intégration.

- Ainsi, nous modernisons **l'école** par le **dialogue avec tous ceux qui font l'école** : les enseignants, les élèves, les parents, les partenaires sociaux, avec tous ceux qui ont quelque chose à dire, parce que l'avenir de leurs enfants ne les laisse pas indifférents. Nous voulons que chaque enfant réussisse, nous voulons donner des chances grâce à l'école, pas en enlever. Nous créons une école pilote à journée continue. Nous renforçons l'évaluation, le but n'étant pas de sanctionner mais de promouvoir chacun. Nous donnons de nouvelles possibilités à la participation et au partenariat. Nous contrôlons et changeons les contenus et compétences des programmes scolaires, révisons et différencions l'enseignement des langues, nous voulons

mieux intégrer les enfants étrangers. Nous étendons la formation continue et réformons l'enseignement professionnel. Les enfants ayant des difficultés comportementales ou d'apprentissage – aussi et surtout des enfants avec un handicap – doivent être soutenus davantage. Nous nous penchons sur la pratique du redoublement : redoublement ne signifie pas stagnation. Le « précoce » – un élément d'intégration formidable – sera généralisé, tout comme l'encadrement journalier doit être encore développé dans toutes les communes.

L'école reste une école de la performance. On n'y arrivera pas sans apprendre et travailler. Cependant, l'école doit être pour chaque enfant le portail pour la vie, une porte qui s'ouvre et non pas une porte qui se referme. Pour cela, chaque partenaire de l'école et chaque partenaire à l'école doit prendre sa part de responsabilité spécifique. Le ministère n'enseigne pas, mais définit le cadre général, l'école même doit au sein de ce cadre, qu'elle doit animer avec une grande autonomie, accompagner chaque élève sur le chemin de la vie. L'école est un tremplin dans la vie : existe-t-il plus belle chose que de bien sauter pour mieux vivre, existe-t-il plus belle chose que de regarder sauter et atterrir ceux à qui on a appris à le faire ? Nous voulons que ceux qui sautent soient heureux de leur vie – ainsi que ceux qui leur ont appris à sauter.

Intégration et cohésion : cette double exigence est surtout évidente dans notre vie partagée avec ceux qui ne sont pas des Luxembourgeois. Il ne doit pas y avoir de fossé entre eux et nous. L'intégration des non-Luxembourgeois est une offre que les Luxembourgeois doivent faire. Les non-Luxembourgeois doivent accepter cette offre : il n'y a pas de devoir à l'assimilation totale, mais il existe un devoir d'intégration. Sans cette offre et sans l'acceptation de cette offre, sans notre respect pour la spécificité des autres et sans leur respect pour nos valeurs sociales fondamentales, il n'y aura ni intégration ni cohésion.

- Ainsi, nous voulons instaurer la **double nationalité**. Elle nous rapproche davantage, encourage la vie commune, sans que celui qui obtient un passeport luxembourgeois doive renoncer à la partie non-luxembourgeoise de sa vie.
- Ainsi, nous allons proposer plus de **cours de luxembourgeois**. De nombreux non-Luxembourgeois voudraient bien apprendre notre langue – qui est aussi belle et précieuse que toute autre langue – pour mieux s'intégrer : l'offre de l'intégration va de pair avec l'offre de la langue luxembourgeoise.

- Ainsi, **nous ouvrons plus largement le service public aux citoyens de l'Union européenne.**
- Ainsi, nous restons un pays ouvert à ceux qui sont poursuivis. Ils doivent pouvoir trouver un endroit où ils sont en sécurité.
- Ainsi, **les procédures de reconnaissance pour les demandeurs d'asile politique** sont réduites.

Ceux qui demandent l'**asile** et l'obtiennent peuvent rester.

Ceux qui demandent l'asile et ne l'obtiennent pas, nous les aiderons à recommencer une nouvelle vie chez eux.

Ceux qui demandent l'asile et ne l'obtiennent pas, mais dont les enfants sont déjà considérablement engagés dans l'enseignement postprimaire, peuvent dans certains cas rester au Luxembourg avec leurs enfants.

La question des réfugiés est une question dramatique. Il n'existe pas de politique pour les réfugiés qui soit juste et bonne. Nous pouvons tout au plus essayer de faire de notre mieux.

- Ainsi, nous continuons à combattre avec détermination l'immigration clandestine.
- Ainsi, nous élaborons une nouvelle loi sur l'immigration.
- Ainsi, nous vérifions si les dispositions de transition restrictives concernant les travailleurs de l'Union européenne centrale peuvent être abandonnées au bout de quelques années.

Le **commandement de la cohésion** comporte de nombreuses autres facettes. Elles ne vont pas toujours ensemble. Mais elles s'inspirent du même état d'esprit, elles correspondent à la même démarche de cohésion.

- **Les accidents de la circulation** et le terrible nombre de morts et de personnes grièvement blessées conduisent toute cohésion à une fin brutale. Il nous incombe – à la politique et à chaque usager de la route – de freiner cette catastrophe nationale, ce cortège dramatique de souffrance et de misère. Nous tous – la politique et chaque usager de la route – y avons notre part de responsabilité.

- Il n'y a pas de cohésion intégrale si **le droit à l'habitation** ne peut être revendiqué que partiellement. Habiter et construire doit à nouveau être accessible à tous. Nous allons poursuivre notre politique de construction active. Elle est enrichie par de nombreuses méthodes et instruments offrant un élargissement de l'offre de terrains à bâtir. Toutes les mesures de soutien sur le plan fiscal restent en vigueur pour l'instant. L'instauration d'un impôt sur la spéculation est loin d'être un tabou. L'État et les communes doivent créer de véritables alliances pour qu'il y ait davantage de terrains à bâtir.
- Habitation, travail, loisir, mouvement, infrastructures sociales, environnement naturel : ce sont aussi des pôles de cohésion qu'il faut évaluer entre eux, organiser, localiser. Cette tâche revient à l'IVL, à **l'aménagement du territoire**. Ensemble, nous pouvons encourager cet élan de modernisation : l'État et le pays, le gouvernement et les communes, la politique et les habitants. Ceci est impossible à achever sans réorganisation territoriale, sans régionalisation intelligente, sans modification de nos structures et créations de synergies dans plus d'un domaine. Un grand débat s'annonce : comment pouvons-nous, avec tout ce que nous élaborons, désirons, nécessitons, utilisons et gérons, arriver au XXI^e siècle ?
- Plus de cohésion est demandée dans un domaine où ladite cohésion montre encore des signes de fragilité : dans le domaine de la **politique féminine** et de **l'égalité des chances**. Nous ferons de l'égalité et du respect de l'égalité entre hommes et femmes un leitmotiv de la politique gouvernementale.
- Il existe des zones politiques au sein desquelles la cohésion n'a évolué que peu à peu. On ne peut que s'y mouvoir avec précaution. Toute secousse importante risque de faire s'écrouler des immeubles entiers.

La Sécurité sociale se trouve être un tel domaine. Une solidarité organisée s'y est instaurée.

Ainsi, plus de femmes doivent pouvoir bénéficier du forfait d'éducation, financé à l'avenir par un système différent.

Ainsi, il n'y a pas de remède universel pour éliminer **le déficit des caisses de maladie**. Une chose est certaine : des épaules larges peuvent porter plus de charges de solidarité que des épaules frêles. Le combat contre l'abus, les économies, la suppression des dysfonctionnements et le financement ne doivent pas créer une charge unilatérale. Nous allons économiser plus d'argent si nous évitons la maladie par une médecine préventive plus efficace.

- La cohésion de fond du pays a besoin de la création. La **culture** n'est donc pas traitée en enfant bâtard par la politique. Ces dernières années, elle a pu jouir de nombreux moyens financiers qu'elle gardera à l'avenir, surtout pendant et après l'année culturelle 2007 qui nous donnera plus de visibilité dans la Grande Région.
- Le souci de cohésion ne s'arrête pas aux frontières luxembourgeoises. Nous désirons apporter notre soutien à la cohésion globale : ainsi, nous augmenterons pas à pas notre aide au développement à 1 % de notre richesse nationale.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

Je viens d'évoquer les frontières du pays. J'entends, en parlant de frontières, parler aussi du reste du monde : le reste du monde est, dans notre cas, particulièrement grand. Il doit donc bénéficier de notre part d'une attention toute particulière.

Notre participation en matière d'**aide au développement** est la conséquence d'une analyse globale. En effet, la faim et la pauvreté, la soumission et l'injustice économique et sociale entraînent des conséquences.

Il en résulte des conséquences de responsabilisation des pays occidentaux riches : nous nous engageons à plus d'aide au développement parce que nous désirons moins de pauvreté, moins de misère, moins de guerres et plus de vie pour ceux qui ont pour seule perspective une mort prochaine.

Il en résulte aussi des conséquences auxquelles nous-mêmes et les autres pays devons faire face : la terreur et la violence peuvent aussi survenir chez nous. Il n'y a pas de justification pour la terreur, nulle part au monde et pas chez nous. Nous ne devons pas nous laisser impressionner. Nous devons affronter énergiquement la menace à l'égard de notre sécurité et de notre modèle de société libre.

Ainsi, **nous restons vigilants quant au danger du terrorisme dans notre pays.**

Ainsi, nous restons vigilants face au danger du terrorisme hors de nos frontières. L'OTAN représente également de manière explicite une alliance contre la terreur. Ainsi, nous adaptons notre budget de la défense vers le haut afin d'assumer nos obligations au sein de cette alliance. Cela servira aussi à mieux équiper notre armée pour accomplir ses missions dans le monde. Il n'y a pas que notre armée qui en

bénéficiera, mais également notre police. Nous les recrutons activement, nous équipons le personnel correctement. Nous engageons plus de magistrats. Nous apportons aux personnes qui ont été victimes de crimes la sécurité nécessaire dans le cadre de procédures judiciaires.

La sécurité à l'extérieur : nous fournissons notre apport.

La sécurité à l'intérieur du pays : c'est un des premiers devoirs de l'État et de son gouvernement.

Monsieur le Président,

Ce gouvernement sera confronté à des missions particulièrement difficiles lors de **la Présidence de l'Union européenne**. Matériellement, nous l'avons préparée de façon optimale lors du gouvernement précédent. Le gouvernement actuel devra gérer cette Présidence de façon optimale, également pour ce qui est du contenu. Les thèmes actuels concernent autant les questions européennes que nationales. Nous serons jugés et nous devons être à la hauteur. Là où des accords entre Européens sont possibles, nous les ferons aboutir. Là où les différences entre pays sont trop grandes, nous rapprocherons les points de vue pour que les Présidences suivantes puissent travailler à un accord définitif. Nous faisons avancer l'Europe, nous ne la rejetons jamais en arrière. Et nous souhaitons être présent pendant cinq ans partout là où plus d'Europe a lieu.

Plus d'Europe au Luxembourg peut – si nous nous y prenons correctement – devenir réalité grâce au **référendum** sur la Constitution qui a été annoncé. Ce référendum doit provoquer un large débat au Luxembourg. À son issue, nous devons pouvoir prononcer un « oui » clair pour l'Europe. Par conviction. Par nécessité. Pour nous. Pour les jeunes ou ceux à naître au cours des prochaines décennies.

Nous devons donc bien préparer ce débat, notre partie du grand rendez-vous des Européens et de leur continent. Et ce également ici au Parlement. Le Parlement a le premier mot pour ce qui est de la ratification de la Constitution européenne. Le peuple aura le dernier mot. Il donnera son verdict en dernière instance. Nous en sommes conscients, le peuple également.

L'Europe aura une nouvelle Constitution et de nouvelles institutions.

Nous avons également une Constitution au Luxembourg. Par endroits, elle date de l'ère politique des diligences. À l'ère des jumbo, on doit la doter de nouvelles ailes. La Chambre a commencé à lui en donner. Elle continue à effectuer ce travail.

Nos institutions doivent être adaptées aux contraintes du temps.

Les personnes demandent plus de participation aux processus de décision politique entre les élections : ils l'obtiennent sous forme de **référendum et d'initiative populaire**.

Nous devons **légiférer plus rapidement** à cause des délais courts dans l'Union européenne et à cause de la nécessité d'une vitesse réactive au Luxembourg. Plus rapidement, mais pas moins bien. La vitesse ne doit pas se faire au détriment de la qualité. Nous augmentons pour ce faire le nombre de conseillers d'État. Chaque parti politique qui bénéficie ici de la force d'une fraction doit, selon nous, pouvoir proposer des nominations pour des conseillers d'État. Mais attention : le Conseil d'État n'est pas une voie de garage pour des hommes et femmes fatigués, pas une gare de triage pour résoudre des problèmes de personnel. Le Conseil d'État doit être composé d'hommes et de femmes capables. Le Conseil d'État ne doit pas être affaibli, mais renforcé. Un fait auquel devront penser le gouvernement, le Conseil d'État lui-même et les partis politiques – dont le financement doit rapidement être résolu – quand ils augmenteront en nombre les participants de cette institution importante.

Les partis obtiendraient plus de crédibilité s'ils trouvaient une solution entre eux pour éviter que le même dimanche, les mêmes hommes et femmes politiques se portent candidats sur deux listes différentes pour deux parlements – le nôtre et l'europeen –, tout en sachant qu'ils ne peuvent siéger que dans l'un des deux. Il faut mettre un terme à de telles frasques.

De la modernisation donc partout, Monsieur le Président, innovation, transformation, intégration. C'est la devise de notre ère. C'est aussi le fil conducteur de notre action.

De notre action au sein du pays pour rendre la cohésion plus grande.

De notre action en Europe, pour que le continent, son Histoire et sa géographie se rapprochent. Aucun prix n'est trop élevé pour la paix. Nous avons appris il y a 60 ans, de manière dramatique, ce qu'est le prix de la guerre.

De notre action aussi dans le monde. Si nous arrivons à l'améliorer ne serait-ce qu'un tout petit peu, nous Luxembourgeois, nous n'aurons pas espéré, rêvé, travaillé et vécu pour rien.